

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



La Conférence de Paris sur les armes chimiques

■ Une conférence internationale sur l'interdiction des armes chimiques (AC), à laquelle ont assisté des délégués de 149 pays, dont quarante-deux ministres des Affaires étrangères, a eu lieu à Paris du 7 au 11 janvier. La Conférence, dont le président Reagan avait proposé l'organisation en septembre dernier, avait pour objet de réaffirmer l'autorité du Protocole de Genève (1925) qui défend l'emploi des AC, et d'ajouter de la vigueur aux efforts que la Conférence du désarmement (CD) déploie à Genève pour négocier l'interdiction totale de fabriquer et de stocker de tels engins.

De vives tensions régnaient au moment de la Conférence, car les États-Unis avaient accusé la Libye d'avoir construit une immense usine d'armes chimiques à Rabta, au sud-ouest de Tripoli. La Conférence elle-même s'est déroulée dans un climat orageux. L'Irak et l'Iran se sont mutuellement accusés d'avoir violé le Protocole de Genève; de nombreux délégués n'ont pas assisté aux allocutions des ministres des Affaires étrangères d'Israël et d'Afrique du Sud; divers États arabes, alléguant qu'Israël possédait des armes nucléaires, ont insisté pour lier au désarmement nucléaire tout progrès dans le domaine de la limitation des AC; enfin, l'Inde et d'autres pays du tiers-monde ont parlé contre la régulation des exportations de matériaux employés dans la fabrication des AC, en faisant valoir que de tels contrôles gêneraient le développement d'industries chimiques à buts pacifiques et qu'ils instaureraient une discrimination favorable aux pays déjà munis d'AC.

Fait présentant peut-être plus d'intérêt, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, a reconnu le 8 janvier que son pays avait tardé à mettre un terme à la production d'AC et à prendre des mesures énergiques en ce sens. Il a cependant déclaré que

l'URSS terminerait bientôt la construction d'un centre de destruction des AC et qu'elle amorcerait immédiatement l'élimination de ses anciens stocks sans attendre l'adoption d'une nouvelle convention sur les AC. Des porte-parole et observateurs des États-Unis et d'autres pays occidentaux ont accueilli la nouvelle favorablement, mais ils ont signalé que le centre en question était petit et que, même après de très nombreuses années, on n'y aura détruit qu'une infime partie de l'énorme arsenal chimique soviétique. Ils ont également fait observer que les États-Unis s'adonnaient depuis quelques années à la destruction de leurs stocks vétustes, bien que ce pays eût commencé en décembre 1987 à produire une génération entièrement nouvelle d'AC.

Dans son discours, M. Chevardnadze a par ailleurs garanti que son pays collaborerait avec le Secrétaire général de l'ONU pour l'exécution d'enquêtes en cas d'emploi présumé d'AC, peu importe où; aucun pays, a-t-il poursuivi, n'aurait le droit de s'opposer à la tenue de telles enquêtes.

Le même jour, M. Joe Clark a affirmé dans son discours que le Canada avait déjà fait savoir aux autres pays qu'il avait détruit ses propres stocks d'AC datant de la Seconde Guerre mondiale, qu'il ne comptait pas faire usage en premier d'AC, même contre des États non parties au Protocole de Genève, et qu'il ne mettrait pas au point, ne produirait pas, n'acquerrait pas ni ne stockerait de telles armes, à moins qu'elles soient employées contre ses forces armées ou sa population civile, ou encore contre celles de ses alliés. Parlant des armes biologiques et toxiques, M. Clark a rappelé que le Canada n'en avait jamais possédé et qu'il n'avait aucunement l'intention d'en mettre au point, d'en fabriquer, d'en acquérir, d'en stocker ou d'en utiliser dans l'avenir.

D'autres événements encourageants se sont produits pendant la Conférence. Dix pays, dont les deux Corées, le Laos et le Bangladesh, ont annoncé qu'ils signeraient le Protocole de Genève. L'Irak a

réitéré sa volonté de se conformer au Protocole dans l'avenir (tout en admettant avoir employé des AC dans sa guerre contre l'Irak, l'Irak a soutenu que son adversaire y avait recouru en premier). L'Irak a par ailleurs promis de ne pas mettre à la disposition d'autres pays les nouvelles connaissances qu'il avait acquises sur les AC. Quant à elle, l'Irak a déclaré qu'elle signerait une entente sur l'interdiction totale des AC, peu importe que l'Irak la paraphe ou non.

À la fin, les participants à la Conférence ont adopté par consensus une «Déclaration finale» en six points par laquelle ils promettent de ne pas utiliser les AC et de condamner leur emploi par d'autres, ils exhortent les États ne l'ayant pas encore fait à signer le Protocole de Genève, ils soulignent la nécessité d'interdire à l'échelle mondiale la production et le stockage des AC, et ce, dès que possible, et ils recommandent que l'ONU joue un rôle pour garantir le respect des mesures restrictives visant les AC, y compris les enquêtes que le Secrétaire général mènerait en cas de violations présumées du Protocole de 1925.

Après la Conférence, le chef de la délégation américaine, l'ambassadeur William Burns, a affirmé que la Déclaration exprimait un puissant consensus mondial et qu'elle allait donner un élan politique considérable aux négociations de la CD. Il a cependant avoué que Washington aurait préféré voir les délégués accepter explicitement la nouvelle régulation des exportations et adopter des sanctions contre les utilisateurs d'AC. M. Joe Clark a dit de la Déclaration finale qu'elle constituait une étape importante sur le chemin menant à l'interdiction de ces armes; il a fait observer que la collectivité internationale n'avait jamais auparavant favorisé aussi clairement l'objectif que représente l'interdiction complète des armes chimiques. Malgré tout, de nombreux observateurs de l'extérieur ont affiché un certain scepticisme, en disant des participants à la Conférence qu'ils n'avaient pas su condamner nommément les pays qui s'étaient servi d'AC peu de temps auparavant (l'Irak en particulier).

D'autres ont exprimé la crainte que la Conférence ait été nuisible en un certain sens, du fait qu'elle ait montré l'intérêt politique qu'il y a à posséder des AC ou à menacer d'en acquérir (comme l'ont attesté les pays du tiers-monde qui exigeaient l'établissement d'un lien entre les désarmements chimique et nucléaire).

La limitation des armements classiques en Europe

■ Dans un discours prononcé devant l'ONU le 7 décembre, le président soviétique, M. Gorbatchev, a annoncé que son pays prendrait une série de mesures unilatérales, dont les suivantes :

- au cours des deux prochaines années, l'URSS réduira de 500 000 membres les effectifs de ses forces armées et elle éliminera aussi une partie importante de ses armements classiques;
- d'ici 1991 également, elle retirera de l'Allemagne de l'Est, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie 50 000 militaires et 5 000 chars, dont six divisions de chars ainsi que des unités de débarquement et d'assaut; les divisions soviétiques qui resteront dans ces pays seront «restructurées» pour ne plus assumer que des rôles «strictement défensifs»;
- Moscou réduira davantage ses troupes et ses armements dans la partie européenne de l'URSS, ce qui portera l'ensemble des réductions en Europe à 10 000 chars, 8 500 systèmes d'artillerie et 800 aéronaves de combat;
- l'URSS réduira considérablement ses forces basées en Asie soviétique; et
- elle retirera une «grande partie» de ses troupes déployées en Mongolie.

Selon les estimations occidentales, ces réductions équivalraient à environ 10 p. 100 de toutes les troupes soviétiques, à plus du quart des chars de l'URSS déployés en Europe, dont à peu près la moitié de ceux présents en Europe de l'Est, au quart de ses pièces d'artillerie